

ECLPN_173

Protections de bouche de canon

-

Conditions de participation

Date et heure limites de remise des offres :**Le 07 juillet 2025 à 12h00**

Sommaire

1. Présentation de la consultation.....	1
2. Constitution de l'offre.....	2
3. Critères d'évaluation des offres.....	3
4. Négociation.....	4
5. Obligations du candidat retenu.....	4
6. Renseignements complémentaires.....	5

1. Présentation de la consultation**1.1. Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet l'achat de protections de bouche de canon.

1.2. Procédure de passation

L'accord-cadre se compose d'un lot unique. En effet, conformément à l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R. 2162-2, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans toutefois que celle-ci ne puisse excéder de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.3. Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé suivant la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 alinéa 1 et R. 2123-1 alinéa 1 du Code de la commande publique dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de liberté d'accès et de transparence des procédures.

Il répond également aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) du 30 mars 2021.

1.4. Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 36 mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement une fois douze mois sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction, l'administration en informe le titulaire via la plateforme PLACE ou par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 1 mois avant la fin de la période en cours. Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

1.5. Étendue

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 89 900 € hors TVA pour toute sa durée d'exécution, en application de l'article R. 2162-4 2° du Code de la commande publique.

2. Constitution de l'offre

Les pièces suivantes sont à fournir au titre de l'offre et de la candidature :

- **la lettre** de candidature complétée ;
- **l'acte d'engagement** signé par la personne habilitée à engager le candidat ;
- **l'annexe prix et délais** datée, signée et identifiée par la raison sociale de l'entreprise (cachet de l'entreprise). **Les candidats ne sont pas autorisés à modifier sa trame ;**
- **un mémoire technique lié à l'exécution du marché** précisant notamment :
 - × le contact dédié de la société ;
 - × l'organisation interne pour le suivi des commandes ... ;
 - × l'organisation du service après-vente (modalités de prise en charge d'une demande, contact au sein de la société,...).
- **5 pièces au titre d'échantillon.**

Les plis sont transmis exclusivement via la plateforme dématérialisée PLACE avant les date et heure limites mentionnées sur la lettre de consultation :

- adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
- référence de la consultation « ECLPN_173 ».

Les candidats doivent se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur la plateforme PLACE. Pour toute question, le candidat peut télécharger le guide d'utilisation depuis la rubrique « aide » de la plateforme.

Tout pli, parvenu à l'ECLPN après les date et heure et limites mentionnées en page de garde, sera considéré comme hors délais et donc rejeté sans être examiné.

2.1. Condition de présentation des offres

Les offres multiples présentées par un même candidat sont interdites. Conformément à l'article R.2151-6 du Code précité : « *si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres* ».

Toute offre doit répondre aux exigences fixées par le cahier des charges du présent marché.

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes.

2.2. Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de dépôt des offres sur la plateforme dématérialisée PLACE.

2.3. Échantillon

Le candidat doit fournir, à titre gratuit, cinq pièces au titre d'échantillon. Le conditionnement de des échantillons doit permettre de préserver leur confidentialité avec les mentions suivantes :

- l'identification de l'entreprise soumissionnaire
- les mentions « Échantillon - NE PAS OUVRIR - BMP - ECLPN 173 »
- l'adresse complète de l'ECLPN : Établissement Central Logistique de la Police Nationale – Bureau des Marchés Publics (BMP) – 1 rue Faraday – BP 81600 – 87022 LIMOGES cedex 09.

Il devra être déposé par voie postale sous pli recommandé ou par porteur contre récépissé du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h45 par tout moyen afin de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Au poste de garde, demander que soit appelé le BMP au 05 55 10 50 21 ou 50 50.

2.4. Vérification des offres

Les offres seront analysées avant les candidatures conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du Code de la commande publique.

Si l'acheteur constate que des pièces ou des informations, dont la production était réclamée au titre de l'offre, sont absentes ou incomplètes, Conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, il peut demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Seules les offres jugées conformes au cahier des charges sont analysées et évaluées.

3. Critères d'évaluation des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Prix	60,00 %
Valeur technique	40,00 %

3.1. Méthode d'évaluation du prix (60%)

Le prix retenu pour évaluer les offres correspond au montant en € hors TVA d'un « panier fictif » de commande calculé en fonction des tarifs mentionnés par les candidats dans l'annexe de prix. Le « panier fictif » de commande est de 1000 pièces par an.

Le critère prix s'évalue en fonction de la formule suivante :

$$\text{coefficient de pondération} \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre évaluée})$$

3.2. Méthode d'évaluation de la valeur technique (40%)

La valeur technique est notée sur 100 points ventilés de la manière suivante :

- éviter toutes déformations de la bouche du canon en cas de chocs (30pts)
- résister aux chocs (20pts)
- garantir un maintien maximal sur le canon (20pts)
- avoir un volume le plus limité possible (20pts)
- permettre une mise en place aisée (10pts)

La note sur 100 points est ensuite ramenée à 40 points.

La note de la valeur technique équivaut à la somme des notes obtenues pour chaque sous-critère. Si le candidat n'indique pas d'éléments précis dans les éléments remis, il peut obtenir la note de zéro.

4. Négociation

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de recourir à une ou plusieurs phases de négociation avec les candidats. Le cas échéant, les modalités de l'entretien de négociation seront communiquées aux candidats via la plateforme PLACE.

L'attribution du présent marché public peut également être effectuée sur la base des offres initiales sans négociation.

5. Obligations du candidat retenu

Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra fournir dans un délai de 10 jours suivant la demande qui lui en sera faite sur la plateforme PLACE :

- le relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- le pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat (délégation de pouvoir, de signature, extrait K Bis etc) ;
- les attestations de régularité fiscales et sociales en cours de validité ;
- le candidat produit son numéro unique d'identification (SIREN) ;
- le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;
- les copies d'attestation d'assurances contractées pour l'exercice de l'activité.

À défaut de remise des documents attendus dans le délai imparti, l'offre sera rejetée et le candidat placé en seconde position sera sollicité.

6. Renseignements complémentaires

Les questions et demandes de renseignements relatives au cahier des charges doivent être déposées sur la plateforme des achats de l'État à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au plus tard sept jours avant la date limite de remise des offres. Les réponses sont faites par le même biais dans un délai maximum de 7 jours.

Pour tout renseignement complémentaire ne pouvant faire l'objet d'une question via la plateforme PLACE, les candidats s'adresseront à l'ECLPN – Bureau des marchés publics :

téléphone : 05 55 10 50 21 ou 20 50 – courriel : eclpn-marches@interieur.gouv.fr